

tenue sous la présidence de Madame TRIOLET, assisté(e)
de Madame FOULON et Monsieur BUISSON, Conseillers
En présence de Madame PORTES, Rapporteure publique
Madame SANTERRE, Greffière

10 heures 15

01)	DOSSIER N° 2202089	RAPPORTEURE: Madame Céline FOULON
Titre de l'affaire	M. Jean-Baptiste Martin H. et Bérénice Lucie Céline B., épouse H., demandent au tribunal d'annuler l'arrêté de non-opposition à la déclaration préalable de division n° DP 040 184 21 M 0300 pris par le maire de la commune de MIMIZAN le 6 janvier 2022 couvrant l'unité foncière cadastrée section AA n° 667-668	
Demandeur	Nom des parties Monsieur H. Jean-Baptiste Martin Madame B. ép. H.Bérénice Lucie Céline	Représentants des parties CABINET DUCOURAU ET AVOCATS (Cour) CABINET DUCOURAU ET AVOCATS (Cour)
Défendeur	COMMUNE DE MIMIZAN Monsieur G. Loïc	SELARL NOURY-LABEDE LABEYRIE SAVARY (Cour) SCP CORNILLE-FOUCHET-MANETTI
02)	DOSSIER N° 2201020	RAPPORTEURE: Madame Céline FOULON
Titre de l'affaire	L'Earl Bouloc et M. Jérôme L. demandent l'annulation du permis de construire PC 06403222R0002 du 11 mars 2022 délivré à M. Duteil portant sur la transformation d'un abri de jardin en maison d'habitation sur les parcelles AE01 et 02.	
Demandeur	Nom des parties EARL BOULOC Monsieur L. Jérôme	Représentants des parties Maître LE CORNO Antonin (Cour) Maître LE CORNO Antonin (Cour)
Défendeur	COMMUNE D'ARAUJUZON Madame L. Renée Annie	SELARL CABINET CAMBOT Maître LAPORTE Marie-Anne (Cour)

10 heures 15

03)	DOSSIER N° 2501295	RAPPORTEURE: Madame Céline FOULON
-----	--------------------	-----------------------------------

Titre de l'affaire La société CSPV POYARTIN SAS demande au tribunal d'annuler l'arrêté n° PC 040 236 24 0003 pris par la préfète des Landes le 5 mars 2025 portant refus une centrale solaire sur un terrain sis chemin Bouet à Poyartin

	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	SAS CSPV POYARTIN	CGR AVOCATS (Cour)
Défendeur	PRÉFECTURE DES LANDES	PREFET

04)	DOSSIER N° 2501411	RAPPORTEURE: Madame Céline FOULON
-----	--------------------	-----------------------------------

Titre de l'affaire La société BIAS PV demande au tribunal d'annuler l'arrêté n° 2025-247 pris par le Préfet des Landes le 18 mars 2025 refusant de faire droit à sa demande d'autorisation de défrichement sur la commune de Bias

	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	SOCIÉTÉ BIAS PV	CGR AVOCATS (Cour)
Défendeur	PRÉFECTURE DES LANDES	

Arrêté le 22/12/2025
Le président du tribunal